

GLOBAL BUSINESS

LES OPÉRATEURS CONFIANTS D'UNE SORTIE RAPIDE DE LA LISTE NOIRE

EN CE DÉBUT D'ANNÉE, MAURICE MULTIPLIE LES MANŒUVRES EN VUE DE SORTIR AU PLUS VITE DE LA LISTE NOIRE DE L'UNION EUROPÉENNE. AU VU DU TRAVAIL ABATTU JUSQU'ICI, LES OPÉRATEURS SONT CONFIANTS EN UN DÉNOUEMENT POSITIF.

Nirvan ARMOOGUM



SHAHED HOOLASH
(PRÉSIDENT DE L'ATMC)



SHAMIN SOOKIA
(MANAGING DIRECTOR DE
PERIGEUM CAPITAL)

DEPUIS le 1^{er} octobre, le secteur du global business est aux abois suivant l'inclusion de Maurice sur la liste noire de l'Union européenne. Les autorités viennent d'envoyer un nouveau document au Groupe d'action financière (GAFI). Celui-ci devrait communiquer sa réponse dans le courant de février.

Selon le président de l'Association of Trusts and Management Companies (ATMC), Shahed Hoolash, le gouvernement, le secteur privé et les autorités compétentes n'ont jusqu'ici pas lésiné sur les moyens pour adresser les défaillances structurelles relevées par le GAFI, notamment en amendant la loi sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. «*Les discussions avec le GAFI sont un processus continu. Nous avons beaucoup travaillé avec les autorités pour nous assurer que nous avons tous les outils et contrôles en place pour permettre à Maurice de sortir d'abord de la liste grise du GAFI, puis de la liste noire de l'Union européenne*», soutient-il.

Mais ces efforts qui visent à donner plus de substance à la juridiction vont-ils porter leurs fruits ? À cette question, Shahed Hoolash se dit optimiste. «*À ce jour, nous avons fait des progrès significatifs à la fois sur le cadre juridique et sur la démonstration de l'efficacité de notre système financier. Nous espérons que nous pourrions être dans une*

position où le GAFI considèrera favorablement les progrès de Maurice et prendra des mesures pour que notre pays sorte des deux listes où il figure», développe-t-il.

LE TEMPS PRESSE

Mais le temps presse. Déjà, l'image de la juridiction a pris un sale coup. Et le volume d'investissements transfrontaliers transitant par Maurice est en recul. Or, précise Shahed Hoolash, cela n'est pas forcément la conséquence directe du *blacklisting*. Car il est difficile de prendre l'année 2020 comme une référence. Pour cause, elle a été frappée de manière exceptionnelle par un net ralentissement de l'économie mondiale causé par la pandémie.

Même constat pour Shamin Sookia, Managing Director de Perigeum Capital. Pour lui, la conjoncture exceptionnelle qu'on a connue a certainement pesé dans la balance. «*Certes, Maurice a connu une baisse de ses activités au niveau des investissements étrangers. Or, nul ne saurait dire, sans des études à l'appui, si cela émane de notre inclusion sur les deux listes ou si c'est de la faute de l'impact économique lié à la pandémie. Le 'business flow' a changé dans le monde avec la Covid-19. Il y a un ralentissement sur le plan mondial et il est donc difficile pour Maurice de connaître réellement la*

source de la perte de vitesse au niveau de l'investissement. Cela dit, je suis d'avis que cela reste tout de même alarmant. Pour cause, Maurice dépend énormément de deux secteurs, à savoir le tourisme et l'investissement étranger, afin d'avoir des liquidités étrangères. Alors que le premier secteur est paralysé par la situation de la pandémie, le second avance en territoire inconnu», observe-t-il.

Faisant un parallèle avec la situation sur la Bourse de Maurice, il soutient que cette double problématique a une influence directe sur le comportement des investisseurs, notamment étrangers. Étant davantage spécialisé dans le domaine boursier, l'on constate que la situation Covid-19/listes noire et grise a aussi un impact. Alors qu'un niveau raisonnable d'échanges par titre de la part des investisseurs devrait tourner entre Rs 50 millions et Rs 80 millions, l'on observe qu'on tourne aux alentours des Rs 30 millions, sauf cas exceptionnel. Cela est d'ailleurs principalement dû à un manque d'investissement de la part des étrangers. Et de la situation des hôtels qui sont souvent attrayants aux yeux des investisseurs étrangers, étaye-t-il. Avant de préciser que cette tendance est aussi observable sur les autres places financières internationales.

Par ailleurs, Shahed Hoolash rassure que la plupart des entreprises étrangères



«LA PLUPART DES CLIENTS SONT RESTÉS FIDÈLES À LEURS STRUCTURES ACTUELLES»

n'ont pas déserté la juridiction mauricienne. «La plupart des clients sont restés fidèles à leurs structures actuelles et n'ont pas désinvesti massivement. Il est également raisonnable de dire que depuis le tout début, le sérieux de Maurice à faire tout ce qu'il faut pour sortir de la liste a été bien accueilli par nos clients dans l'ensemble. Le gouvernement nous a également rassurés en nous disant que notre inclusion sur la liste grise du GAFI serait temporaire», soutient-il. Et de conclure que si nous sortons du blacklisting dans les prochains mois, nous ne devrions pas nous attendre à un impact majeur sur les entreprises. Plus important encore, étant donné que Maurice aura déjà rempli toutes les exigences pertinentes, il serait raisonnable de s'attendre à ce qu'il y ait un nouveau niveau de certitude stable dans la juridiction qui devrait attirer davantage d'entreprises.

Maurice demeure une juridiction attrayante

En dépit de la conjoncture difficile, Maurice reste une juridiction attrayante pour les entreprises et les investisseurs souhaitant aller vers l'Afrique. D'ailleurs, l'on peut mesurer sa popularité en observant la situation des autres pays.

Selon Shahed Hoolash, Maurice a toujours été considéré comme le centre financier par excellence pour attirer des investissements de qualité en Afrique. Et cela n'est pas prêt de s'arrêter puisque le pays planche sur de nouveaux projets d'infrastructures et veut conclure des accords avec d'autres pays. «Avec l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange avec la Chine, Maurice se positionne comme la plaque tournante du commerce chinois avec l'Afrique en général. Nous nous attendons à une croissance rapide dans la zone du port franc de Jin Fei avec l'augmentation du fret entre la Chine et Maurice. De même, nous pouvons développer les flux commerciaux entre le continent africain et la Chine par le même itinéraire à des taux très compétitifs. À cela s'ajoutent les activités logistiques connexes, comprenant l'immobilier, qui connaîtra une augmentation de la demande», anticipe-t-il. Avant d'ajouter que ces avancées ne pourront être que bénéfiques au secteur financier. «Notre secteur financier en bénéficiera énormément, avec davantage de produits de financement du commerce, d'accords et de structuration qui nous seront proposés. C'est là que nous avons tout à gagner en tant que secteur à long terme. On peut raisonnablement s'attendre à ce que les banques mondiales soient intéressées par l'implantation/la croissance de leurs activités à Maurice, ce qui créera un nouveau dynamisme dans nos services financiers et nous amènera à faire plus d'affaires à l'échelle mondiale».

Shamin Sookia abonde dans le même sens. Il est d'avis que Maurice n'a pas encore abattu toutes ses cartes. Et attire toujours un nombre important d'entreprises étrangères. «Pas plus tard qu'hier (lundi), nous étions avec une entreprise pharmaceutique souhaitant être cotée à Maurice. Il est donc faux de penser que Maurice a perdu tout son charme. Mais il faut savoir que d'autres juridictions restent à l'affût. Il faudrait ainsi que Maurice sache convaincre les sociétés évoluant dans des domaines qui s'en sont bien sorties pendant la crise comme la Fintech ou encore la grande distribution», fait-il ressortir.